

Pour la liberté de mouvement universelle et les mêmes droits pour tous !

Intervention Lucile Daumas – Attac Maroc - Rostock 2007

Notre monde est encore et toujours en guerre. Non seulement en Palestine, en Afghanistan, en Irak, au Liban, au Congo, au Nigeria, mais aussi au large des îles Canaries ou de Malte, dans le détroit de Gibraltar, dans la mer Egée, sur les côtes italiennes, sénégalaises, mauritaniennes, à la frontière qui sépare les Etats-Unis et le Mexique.

Car la « lutte contre l'immigration clandestine » constitue le front avancé, l'un des plus meurtriers sans doute, d'une guerre, la guerre sociale, que livrent les multinationales, les investisseurs, les spéculateurs, relayés par les gouvernements et les instruments de la gouvernance mondiale dont le G8 n'est que l'un des avatars, le plus illégitime sans doute. Plus de 8000 morts en moins de 20 ans ont été recensés sur les routes qui mènent de l'Afrique vers l'Europe, mais aujourd'hui la machine à tuer s'emballa et le bilan s'alourdit de mois en mois.

Cette guerre, les grandes puissances la livrent à ceux qui assurent leurs profits, aux travailleurs qui voient leurs acquis remis en cause, aux jeunes, qui n'ont pour horizon que précarité et flexibilité, aux immigrés rejetés dans leurs ghettos de banlieue et dans les ateliers clandestins.... Cette guerre, ils la livrent à des peuples entiers dont ils confisquent ou convoitent les richesses, agricoles, minières, énergétiques et dont ils pompent les maigres ressources restantes par le biais d'une dette inique, qui augmente au fur et à mesure qu'elle est remboursée, par le biais de privatisations qui spolient les peuples de leurs biens communs, par le biais d'un commerce inéquitable qui n'a de libre que le nom, par le biais de dictatures plus ou moins revêtues des horripaux d'une caricature de démocratie.

Jamais les voyages, la communication, les échanges n'ont été aussi simples. A l'heure du libre-échange, seuls bénéficient de la liberté de circulation les marchandises, les capitaux et ceux qui les possèdent. L'humanité, elle, est divisée entre ceux qui peuvent circuler librement et ceux à qui cela est interdit, les frontières se militarisent, se hérissent de barbelés, les murs se dressent, transformant quartiers, villes, pays, régions en autant de forteresses dans lesquelles se replient les nantis.

Le droit fondamental qu'est la liberté de circulation, énoncé dans l'art. 13 de la DUDH, est pourtant une condition préalable à l'exercice des autres droits fondamentaux, le droit à la vie, qui est aussi le droit de se déplacer pour avoir accès à la nourriture et à la sécurité, quand celles-ci font défaut, le droit au respect et à la dignité, quand ils sont bafoués dans son propre pays. Qu'en est-il de la liberté quand le seul fait d'être célibataire peut être un motif du refus d'un visa ? C'est ce qui est arrivé à l'un de mes camarades marocains, qui aurait dû être présent ici à Rostock. Qu'en est-il du droit d'asile quand le réfugié se voit obligé de demander l'asile dans un pays qu'il n'a pas choisi et qui ne veut pas le recevoir, tout en lui fermant les voies d'accès vers un autre pays ? C'est cette situation absurde que vivent les réfugiés venant des pays d'Afrique Noire dans le pays où j'habite, le Maroc et qui les amènent à multiplier les manifestations devant le siège d'un HCR qui a préféré se mettre du côté de ses bailleurs de fonds, les Etats de l'Union européenne, que du côté de ceux qu'il est censé protéger.

Une fois créé l'espace Schengen, les pays européens ont sommé, à coups de pressions et de conditionnalités, leurs soi-disant « partenaires » du Sud méditerranéen de fermer à leur tour leurs frontières aux ressortissants des pays de leur Sud, qui jusque là allaient et venaient sans problème d'un pays à l'autre, dans les pas de leurs ancêtres caravaniers. Aujourd'hui les pays du

Maghreb se sont transformés pour ceux qui parviennent à y pénétrer en une souricière où les migrants tentent de survivre en vivant d'expédients et d'échapper aux rafles et reconductions à la frontière en se cachant dans les forêts, en se terrant au fond des ruelles des quartiers populaires où ils louent à des prix exorbitants des chambres étroites et insalubres.

Pire encore, ayant fini par signer des accords de réadmission en cascade, ces mêmes pays sont tenus de récupérer tout migrant refoulé par l'Union européenne qui aurait transité par leurs territoires. Parallèlement, l'Union européenne a déployé un arsenal sécuritaire – le fameux système FRONTEX- qui coûte des millions aux contribuables européens pour développer les systèmes de surveillance les plus sophistiqués. Entreprise aussi onéreuse que vouée à l'échec. Comment enserrer tout un continent, ses côtes et son espace aérien, à l'intérieur d'un immense filet ? Il est inévitable que les candidats au départ, fuyant un continent pillé et dévasté, contournent les zones sécurisées, inventent de nouvelles routes, toujours plus longues et périlleuses, qui font à leur tour le bonheur des mafias, véritables sangsues qui se greffent sur toutes les zones de non-droit de la planète.

Les femmes paient là un lourd tribut. Que ce soit sur les routes de la migration ou dans les camps de fortune, elles subissent des violences innommables, tant du fait des forces de répression, des mafias, voire de leurs propres compatriotes, que des conditions mêmes dans lesquelles elles sont obligées de vivre. Viols, agressions, sont monnaie courante, mais aussi accouchements sur le bord de la route ou sur un terrain vague, sans aucune assistance médicale ; fausses couches liées à la dureté de la vie, aux privations ou aux coups... c'est la violence vécue au Rwanda, au Congo, en Côte d'Ivoire, au Nigéria, qui les a mises sur les routes, et ces routes leur infligent les mêmes violences, un cauchemar sans fin... Ne l'oublions pas, pour elles, c'est cela la fermeture des frontières, le refus du droit d'asile, le spectre de l'expulsion.

Drapés dans leur bon droit et leur légitimité de démocrates, les Etats d'Europe et d'Amérique du Nord ont fait de la lutte contre l'immigration dite clandestine leur cheval de bataille. Mais qui respecte la loi ? L'Etat qui bafoue le droit internationalement reconnu des personnes à la libre circulation ou le réfugié qui franchit une frontière ? L'Etat qui expulse des enfants scolarisés au prétexte que leurs parents n'ont pas de papiers ou les parents qui tiennent à mettre leur enfant à l'école ? Qui est démocrate ? Le congolais qui refuse de s'enrôler dans une milice pour massacrer d'autres africains ou les Etats européens qui contrôlent les processus électoraux de leurs anciennes colonies afin de s'assurer que le président continuera à verser les dividendes de la dette et à laisser piller les ressources de son sous-sol ? L'Etat qui tolère le travail clandestin afin d'abaisser toujours plus les coûts de production et d'augmenter les profits, favorisant ainsi la mise en concurrence et la précarisation de tous les travailleurs est-il respectueux de la loi ?

Les pays industrialisés ont aujourd'hui une double politique vis-à-vis des migrants :

- la politique utilitaire qui utilise les immigrés, maillon le plus faible sur le marché de l'emploi, comme ballon d'essai vers la généralisation du concept du « travailleur kleenex », travailleur jetable après utilisation.
- La politique sécuritaire qui fait du migrant et de l'immigré les parias de nos sociétés contemporaines, et par un amalgame aussi rapide qu'infondé avec les voyous et les terroristes, justifie une véritable guerre menée tant sur le territoire des banlieues qu'aux frontières de l'Europe, et qui s'étend jusque sur le sol des pays d'origine ou de transit des migrants. Elle sert de prétexte à la création de ces véritables prisons que sont les camps de rétentions où sont retenus ceux qui n'ont fait qu'exercer leur droit à circuler librement.

-

De tout temps les exploiters ont présenté les pauvres comme une menace, oubliant que c'est avec leur sueur qu'ils ont bâti leur fortune. Cette culpabilisation de la victime permet d'éviter le véritable débat sur les raisons qui mettent les migrants sur les routes, sur le pillage de leur pays d'origine, sur la dette qui les étouffe, sur les plans d'ajustement structurel qui loin d'amorcer le tournant promis vers le développement, ont entraîné un écart toujours plus grand des disparités intercontinentales, sur les guerres enfin qui permettent une ingérence occidentale là où il y a des matières premières ou des ressources énergétiques à s'accaparer.

Ce débat, c'est à nous de le porter sur la place publique. Nous les migrants et nous les militants altermondialistes refusons le monde que nous propose le G8 et derrière lui les spéculateurs et les multinationales.

Nous devons exiger que soit mis en pratique le principe de responsabilité. Qui est responsable des déplacements massifs des populations, que ce soit pour cause de guerre, de sécheresse, de chômage, de dictature, de destruction des outils de production. ? Qui impose le remboursement d'une dette inique et la dilapidation des biens publics au détriment des politiques sociales et des budgets sociaux ? Qui refuse de prendre les mesures de sauvegarde de la planète face au réchauffement climatique ? Et ce sont ces Etats, responsables de tant de personnes déplacées, qui refusent d'accueillir sur leurs territoires les victimes de leurs politiques.

Nous devons exiger le respect absolu des droits fondamentaux et en premier lieu du droit à la libre circulation sans lequel nul ne peut se soustraire aux bombes, à la violence, à la misère, à l'absence d'eau, d'école ou d'hôpitaux. Nous devons exiger le respect des droits des réfugiés inscrits dans la Convention de Genève et refuser le dévoiement du HCR de son rôle de protecteur des réfugiés en protecteur des intérêts des grandes puissances. Nous devons revendiquer le principe à travail égal salaire égal, quel que soit le sexe ou l'origine du travailleur.

Nous devons abattre les murs matériels ou immatériels qui entravent la circulation des personnes et les échanges entre les êtres humains, qui font que, selon le pays où l'on est né, les droits ne sont pas les mêmes pour tous.

Nous devons exiger l'annulation de la dette du tiers-monde, l'arrêt du pillage de ses richesses et le rétablissement de la souveraineté des peuples, souveraineté politique, économique, alimentaire, culturelle.

Ce débat nous l'avons amorcé, ces exigences, nous les avons portées lors d'une première « Conférence non-gouvernementale euro-africaine, migrations, droits fondamentaux et liberté de circulation » qui s'est déroulée à Rabat il y a tout juste un an, en juin dernier. Nous les avons à nouveau relancés lors du Forum Social Mondial de Nairobi. Nous les exprimons à nouveau ici avec force. Nous devons également les porter lors du prochain sommet euro-africain convoqué à Lisbonne par l'Union européenne en novembre prochain.

De Chicago à Paris, de Ceuta à Bamako, à Séoul ou El Ejido, migrants et sans-papiers revendiquent haut et fort leurs droits et la reconnaissance de leur apport à la production des richesses de ce monde. Et ils crient à la face de ceux qui se réuniront tout près d'ici dans 4 jours : « Nos vies valent mieux que vos profits. Nous sommes là parce que vous détruisez nos pays. »